

**VUE D'ENSEMBLE DE LA STRATEGIE
DES AGENCES DES FORCES DE
L'ORDRE POUR COMBATTRE**

LE CRIME

ORGANISE

INTERNATIONAL



**DEPARTEMENT DE LA JUSTICE DES ETATS-
UNIS
AVRIL 2008**

Ces dernières années, le crime organisé international s'est considérablement accru en matière de présence, de sophistication et d'importance - et il menace maintenant de nombreux aspects de la façon dont les Américains vivent, travaillent et font des affaires. Le crime organisé international favorise la corruption, la violence et autres activités illégales, met en péril notre sécurité aux frontières et cause la misère humaine. Il porte atteinte à l'intégrité de nos systèmes bancaires et financiers, de nos marchés de marchandises et de valeurs mobilières, et à celle de notre cyberspace. En bref, le crime organisé international est un problème de sécurité nationale qui exige une réponse stratégique, ciblée et concertée de la part du gouvernement des Etats-Unis.

La stratégie des agences des forces de l'ordre pour combattre le crime organisé international met en place un ensemble d'enquête et de poursuites qui met l'accent sur quatre domaines prioritaires d'action contre le crime organisé international :

- ▶ **RASSEMBLER INFORMATIONS ET RENSEIGNEMENTS :** Collecter, synthétiser et diffuser en temps opportun les meilleures informations et renseignements disponibles provenant de sources multiples - y compris des agences des forces de l'ordre, la communauté du renseignement, les partenaires étrangers et le secteur privé – afin d'optimiser la capacité des forces policières à identifier, évaluer et établir des liens entre les menaces importantes de la COI (Criminalité Organisée Internationale) à l'échelle nationale ;
- ▶ **PRIORITISER ET CIBLER LES MENACES DE LA COI LES PLUS IMPORTANTES :** Sélectionner et établir des cibles pour des actions policières à grand impact contre des figures du crime organisé international ainsi que contre les organisations qui représentent la plus grande menace pour les Etats-Unis, et assurer la coordination nationale des enquêtes et des poursuites impliquant ces cibles ;
- ▶ **ATTAQUER DE TOUTES PARTS :** Employer tous les services répressifs disponibles et aussi des outils non policiers - y compris en s'appuyant sur l'expertise unique de chaque agence d'application de la loi américaine dans les opérations nationales, le partenariat avec leurs homologues étrangers pour poursuivre des affaires aux Etats-Unis et à l'étranger, et en employant des sanctions gouvernementales et des avis consultatifs- tout cela en vue d'un effort transversal pour perturber l'activité de la COI ; et
- ▶ **THEORIE DE L'ENTREPRISE :** Elaborer des stratégies agressives pour le démantèlement complet des organisations criminelles, en particulier leurs dirigeants, en utilisant des techniques d'enquête proactives et des poursuites à niveaux multiples.

Cette stratégie est elle-même le produit d'une collaboration soutenue entre : la Division Criminelle du Département de la Justice section Crime Organisée et Racket, en collaboration avec d'autres sections de la Division Criminelle, le Federal Bureau of Investigation (FBI)(Bureau fédéral d'investigation), l'US Immigration and Customs Enforcement (ICE)(Bureau des douanes et de l'immigration), l'Internal Revenue Service (Service des Impôts), le Postal Inspection Service (Service d'inspection de la Poste), le Secret Service (Services Secrets), la Drug Enforcement Administration (Brigade des Stupéfiants), le Bureau of Alcohol, Tobacco, Firearms and Explosives (Service contre l'Alcool, le Tabac, les

Armes à Feu et les Explosifs), le Bureau de la sécurité diplomatique, le Département du Travail / Bureau de l'Inspecteur général, des composantes du Département d'État, le Département des Finances, et la communauté du renseignement.

LA CRIMINALITE ORGANISEE INTERNATIONALE DEFINIE

Pour les besoins de la stratégie, « le crime organisé international » se réfère aux associations d'individus qui se perpétuent et qui opèrent au niveau international aux fins d'obtenir du pouvoir, de l'influence, des gains monétaires et/ou commerciaux, en tout ou en partie par des moyens illégaux, tout en protégeant leurs activités à travers un modèle de corruption et/ou de violence. Il n'existe pas de structure unique en vertu de laquelle des criminels internationaux organisés opèrent : ils varient de hiérarchies en clans, des réseaux en cellules, et peuvent évoluer vers d'autres structures. Les crimes qu'ils commettent varient également. Les criminels organisés internationaux agissent de manière conspirative dans leurs activités criminelles et possèdent certaines caractéristiques qui peuvent inclure, mais ne sont pas limitées à :

- A.** dans au moins une partie de leurs activités, ils commettent des actes de violence ou autres actes qui sont susceptibles d'intimider ou font des menaces réelles ou implicites de le faire ;
- B.** ils exploitent les différences entre les pays pour atteindre leurs objectifs, enrichir leur organisation, étendre leur pouvoir, et/ou éviter de se faire détecter ou appréhender ;
- C.** ils tentent de gagner en influence au sein du gouvernement, dans le domaine politique et commercial par la corruption ainsi que par des moyens légitimes ;
- D.** leur principal objectif est le gain économique, non seulement par des activités manifestement illicites, mais aussi par des investissements dans des entreprises légitimes ; et
- E.** ils tentent d'empêcher que leurs dirigeants et leurs adhérents soient détecté, sanctionné, et/ou poursuivi à travers leurs structures organisationnelles.

Si cette définition peut en effet être vue comme incluant les organisations internationales de trafic de drogue et les gangs de rue internationaux engagés dans des activités criminelles, ces groupes ne sont pas au centre de la stratégie. La stratégie accorde la plus haute priorité aux groupes de la COI qui menacent la sécurité nationale des États-Unis, la stabilité de l'économie américaine, et/ou l'intégrité des institutions gouvernementales, des infrastructures ou des systèmes situés aux États-Unis.

LES MENACES STRATEGIQUES POSEES PAR LE CRIME ORGANISE INTERNATIONAL

Le crime organisé international pose huit risques stratégiques. Pour ce résumé, nous énoncerons ci-dessous des exemples de ces menaces, tirés de rapports publiés, de cas d'inculpations publics ainsi que des informations du domaine public provenant de nos partenaires des agences des forces de l'ordre. En raison de la nécessité de faire référence seulement à des informations publiques non sensibles, ce résumé contient des informations historiques (bien que certaines très récentes), puisque la plupart des preuves de menaces actuelles – et notre réponse policière – sont sensibles au niveau de nos agences de maintien de l'ordre ou classifiées à des fins opérationnelles et/ou des raisons de sécurité nationale.

MENACE 1 : Les criminels organisés internationaux ont pénétré le secteur de l'énergie et d'autres secteurs stratégiques de l'économie. Les criminels organisés internationaux et leurs associés contrôlent des positions importantes dans les marchés de l'énergie globale et ceux des matériaux stratégiques, des marchés qui sont vitaux pour les intérêts de la sécurité nationale américaine. Ils étendent maintenant leurs participations dans le secteur des matériaux stratégiques américains. Leurs activités ont tendance à corrompre le fonctionnement normal de ces marchés et avoir un effet déstabilisateur sur les intérêts géopolitiques américains.

L'un des exemples les plus fréquemment rapportés implique Semion Mogilevich et plusieurs membres de son organisation criminelle qui ont été inculpés en 2003 dans le District Est de Pennsylvanie de racket dans un acte d'accusation contenant 45 chefs d'accusation pour leur implication dans une fraude sophistiquée en valeurs mobilières et une combine de blanchiment d'argent. Des rapports publiés indiquent que depuis cette mise en accusation et depuis qu'il a été mis sur la liste du FBI des personnes les plus recherchées, Mogilevich a continué à étendre son empire criminel, au point où il est désormais censé exercer une influence sur de larges portions de l'industrie du gaz naturel dans certaines parties de l'ex-Union soviétique. Plusieurs commentateurs ont souligné le rôle important que cette région du monde joue dans les marchés énergétiques mondiaux. Mogilevich a été arrêté par la police russe pour fraude fiscale en Janvier 2008. D'autres membres de son organisation sont toujours en fuite.

MENACE 2 : Les criminels organisés internationaux fournissent un appui logistique et d'autre soutien à des terroristes, des services de renseignement étrangers et des gouvernements. Chacun de ces groupes soit cible les États-Unis ou agit d'une manière contraire aux intérêts américains.

Les criminels organisés internationaux ont démontré à maintes reprises leur volonté de fournir un soutien logistique à des terroristes.

Viktor Bout, un trafiquant d'armes international, a été inculpé en Mars 2008 de complot en vue de vendre des millions de dollars d'armes aux Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), un groupe désigné par le département d'Etat américain comme une organisation terroriste étrangère. Avec un complice, Bout aurait accepté de vendre 100 missiles sol-air aux FARC, ainsi que des lanceurs de roquettes anti-blindage. À l'insu de Bout, des personnes qu'il croyait être des membres des FARC étaient en fait des sources confidentielles travaillant avec le Département de la Justice. Viktor Bout est détenu en Thaïlande sur un mandat d'arrestation provisoire et d'une plainte émanant du District Sud de New York. Le Département de la Justice cherche actuellement à obtenir l'extradition de Bout de Thaïlande, où il est détenu, pour être jugé aux États-Unis.

De même, une enquête clandestine de l'ICE- Le Bureau des Douanes et de l'Immigration- a permis de révéler un réseau de contrebande indonésien qui, en 2006, a conspiré pour exporter des armes à feu dernier cri, des mitrailleuses et des munitions, des missiles sol-air, des lunettes de vision nocturne et d'autres armes militaires des Etats Unis vers les Tigres de libération de l'Eelam tamoul (Les Tigres Tamouls) opérant au Sri Lanka, pour être utilisées pour lutter contre les forces gouvernementales sri lankaises. Les Tigres tamouls, un groupe désigné par le Département d'Etat américain comme une organisation terroriste étrangère, ont prôné le renversement violent du gouvernement sri lankais, en employant des actes de violence, notamment des attentats suicides contre des cibles aussi

bien civiles que militaires. Dans ce cas, les conspirateurs ont contacté une entreprise infiltrée située dans le Maryland, au sujet de vente d'armes militaires. Six membres du réseau de contrebande internationale, Thirunavukarasu Varatharasa, Haji Subandi, Haniffa Osman, Erick Wotulo, Reinhard Rusli, et Helmi Soedirdja ont plaidé coupable devant le Tribunal d'instance des Etats- Unis, dans le District du Maryland.

Un certain nombre d'ouvrages publiés sur la criminalité organisée mettent en exergue que, historiquement, les gouvernements et leurs services de renseignement et de sécurité ont utilisé des criminels organisés internationaux pour atteindre leurs fins. Il n'est donc pas surprenant que ces relations continuent aujourd'hui, en particulier dans des endroits où les lignes entre la criminalité organisée et les services de renseignements/de sécurité sont souvent floues.

MENACE 3: Les criminels organisés internationaux font de la contrebande / trafic de personnes et de marchandises vers les Etats-Unis. Les activités de contrebande ou de trafic compromettent sérieusement la sécurité à la frontière des États-Unis et parfois la sécurité nationale. La contrebande de marchandises ou de biens contrefaits coûte des milliards de dollars par an aux entreprises américaines, et le trafic ou traite des personnes conduit à l'exploitation qui menace la santé et la vie des êtres humains.

Que ce soit la contrebande de personnes ou de marchandises, les groupes internationaux de la criminalité organisée voient les frontières comme des opportunités de faire du profit plutôt que comme des obstacles. Qu'ils transportent des êtres humains, des stupéfiants, des produits pharmaceutiques, des cigarettes ou des armes, les réseaux criminels sophistiqués sont habiles à exploiter les lacunes et les faiblesses dans les contrôles aux frontières et à trouver des opportunités de corruption.

En Février 2008, cinq membres d'une organisation de passeurs d'étrangers ont été condamnés pour leur rôle dans un complot visant à introduire clandestinement des terroristes aux États-Unis depuis la Colombie. Victor Daniel Salamanca, Jalal Sadat Moheisena et Carmen Maria Ponton Caro ont été condamnés à 70 mois de prison après avoir plaidé coupable de complot en vue de fournir un appui matériel ou des ressources au FARC. Leurs co-conspirateurs Nicolas Ricardo Tapasco Romero et Edizon Ramirez Gamboa ont été condamnés à trois ans d'emprisonnement après avoir plaidé coupable de complot de faire passer clandestinement des étrangers et amener des étrangers aux États-Unis afin d'obtenir un gain financier privé. Les passeurs internationaux ont obtenu frauduleusement des passeports colombiens et espagnols et autres pièces d'identité pour des personnes qu'ils croyaient être des terroristes cherchant à voyager illégalement à Miami afin de blanchir de l'argent des FARC en provenance des États-Unis vers la Colombie. En fait, les prétendus terroristes étaient des informateurs travaillant dans une opération d'infiltration de l'ICE- Le Bureau des Douanes et de l'Immigration.

En mars 2006, l'un des trafiquants d'étrangers les plus accomplis de tous les temps, Cheng Chui Ping, mieux connu comme « Sister Ping, » a été condamné à 35 ans de prison pour son rôle à la tête d'une organisation internationale de trafic d'étrangers. Elle a infiltré plus de 1 000 étrangers aux États-Unis au cours de sa carrière, parfois des centaines à la fois, et ses actions illustrent les menaces à la santé et la vie inhérente à la profession. Le procès a révélé un incident au cours duquel 14 étrangers sont morts quand un de ses bateaux de passeurs a chaviré. Dans un autre incident notoire, 10 étrangers se sont noyés lorsque le

Golden Venture, un navire de contrebande que Sister Ping a contribué à financer pour plusieurs autres contrebandiers d'étrangers, a intentionnellement échoué au large de la côte de Queens, NY, en juin 1993 car le vaisseau en charge du déchargement du navire n'a pas réussi à le rencontrer en mer. Sister Ping a également embauché des voyous armés de la Fuk Ching, un gang vicieux dans le quartier chinois de New York, pour transporter ses clients et s'assurer qu'ils aient payés leurs frais de contrebande.

Deux affaires complémentaires - Opération Royal Charm dans le New Jersey et Opération Smoking Dragon à Los Angeles - illustre les coûts économiques et de santé publique de la contrebande. Ces enquêtes ont mis au jour une organisation criminelle asiatique qui faisait passer presque toutes les formes imaginables de la contrebande, fournissant un service tout-en-un à ses clients. Les enquêtes ont abouti à l'inculpation de 87 personnes qui étaient impliquées dans la contrebande de marchandises dans les ports de Newark, NJ, Los Angeles et Long Beach, en Californie, en utilisant les conteneurs d'expédition avec les connaissements qui identifiaient faussement le contenu comme des jouets et des meubles en provenance de Chine. Au lieu de cela, les passeurs apportaient des devises américaines contrefaites extrêmement bien qui auraient été produites en Corée du Nord, ainsi que de la contrebande en provenance de Chine. La contrebande incluait des cigarettes de contrefaçon, de l'ecstasy, des méthamphétamines et des produits pharmaceutiques contrefaits. Deux des accusés, dans une conversation avec les agents fédéraux infiltrés, ont conclu un accord pour fournir des armes diverses, y compris des pistolets silencieux, des lance-roquettes, des mitraillettes silencieuses et des fusils automatiques.

La Camorra, un groupe italien de criminalité organisée établi dans la région de Campanie en Italie, fabrique des vêtements griffés de contrefaçon en Italie, puis transporte alors une partie de leur matériel aux États-Unis, où les membres de la Camorra vendent ces marchandises au détail à des clients américains. Le produit de ces ventes retourne ensuite aux clans de la Camorra basés en Italie. Les clans de la Camorra sont principalement impliqués dans l'extorsion, l'infiltration d'entreprises légitimes, le racket du travail, la falsification de documents, le trafic d'étrangers et la vente de produits contrefaits. Des rapports de presse indiquent que ces entreprises rapportent aux clans de la Camorra à peu près 25 milliards de dollars par an, avec des ventes de marchandises de contrefaçon représentant plus de 10 pour cent de ce total. En juillet 2004, les autorités italiennes ont lancé près de 70 mandats d'arrêt visant un réseau de la Camorra qui traite des dizaines de millions de dollars de marchandises de contrefaçon, y compris des vêtements de marque, de l'équipement photographique électronique et des outils électriques. Le réseau opérait dans de nombreux pays hors d'Italie, dont les États-Unis. Avec l'aide des agences des forces de l'ordre des États-Unis, environ 300 millions d'euros de biens immobiliers, comptes bancaires et des entreprises ont été saisis au moment des arrestations.

MENACE 4: Les criminels organisés internationaux exploitent le système financier des États-Unis et international afin de déplacer des fonds illicites. Les criminels organisés internationaux transfèrent des milliards de dollars de fonds illicites par an à travers le système financier américain. Pour continuer cette pratique, ils cherchent à corrompre des intermédiaires financiers et non financiers dans le monde.

Des groupes de criminalité organisée eurasiens constituent une préoccupation particulière en raison de leur usage systémique de systèmes sophistiqués pour faire circuler et dissimuler leurs gains frauduleux en utilisant les institutions bancaires américaines et des

sociétés écrans incorporées aux États-Unis. Ces groupes ont maîtrisé des techniques pour surmonter de robustes contrôles d'anti-blanchiment d'argent et sont en mesure de déplacer des fonds illicites par l'intermédiaire du système bancaire officiel, tout en déguisant l'origine et la propriété des fonds. Ils offrent leurs services financiers illégaux pour une rémunération à d'autres acteurs qui sont également intéressés à déguiser les sources et la propriété de leurs fonds.

L'affaire de la Banque de New York (BNY) a été un des premiers exemples d'une telle combine. En 2000, Peter Berlin, un émigré russe, et sa femme, Lucy Edwards, également une émigrée russe, qui était une vice-présidente de la BNY, ont plaidé coupable devant le tribunal d'instance des États-Unis du district sud de New York pour complot en vue de commettre du blanchiment d'argent et d'opérer une entreprise illégale d'opérations de banques et de transfert d'argent, et d'aider et d'encourager des banques russes à mener des activités bancaires illégales et non autorisées aux États-Unis. Berlin et Edwards ont fait équipe dans leur projet illégal avec deux banques basées à Moscou qui offrait de passer de l'argent pour des « clients » sans égard à la source ou la propriété des fonds. Pendant les trois ans et demi qu'Edwards et Berlin ont été impliqués dans cette opération illégale, environ 7 milliards de dollars ont transité par les comptes BNY qu'ils avaient établis pour des tierces cessionnaires à travers le monde. BNY a admis ses défaillances dans le domaine du contrôle anti-blanchiment d'argent et a conclu un accord de non poursuites avec les bureaux des procureurs des États-Unis des districts du sud et de l'est de New York en novembre 2005 pour résoudre deux enquêtes criminelles distinctes. BNY a accepté de renoncer à 26 millions de dollars au profit des États-Unis, et à payer 12 millions de dollars en dédommagement pour les victimes d'une fraude dans le cas du district de l'Est.

Un autre exemple est le cas de Garri Grigorian, un ressortissant russe habitant aux États-Unis qui a aidé à blanchir plus de 130 millions de dollars au nom de l'Intellect banque basée à Moscou et de ses clients, au travers des comptes bancaires à Sandy dans l'Utah. Grigorian et ses co-conspirateurs ont mis en place deux sociétés écrans américaines, puis ont ouvert plusieurs comptes en banque pour ces sociétés dans l'Utah. Les sociétés n'ont jamais fait aucune affaire, elles n'existaient que pour créer l'illusion que les opérations vers et à partir de leurs comptes bancaires étaient le fruit d'un commerce légitime. Une fois que ces comptes ont été mis en place, l'Intellect Banque pouvait les utiliser pour effectuer des virements en dollars américains pour le compte de leurs clients. Au total, on a compté plus de 5 000 de ces transferts en un peu plus de deux ans. En août 2005, Grigorian a été condamné à 51 mois de prison et condamné à payer 17,42 \$ millions de dollars en restitution au gouvernement russe.

Les criminels ont appris des affaires de la Bank of New York et de Grigorian et conçu une version plus complexe de ce même système pour échapper à la répression. Les criminels qui établissent des sociétés écrans aux États-Unis ouvrent désormais de plus en plus de comptes bancaires pour les sociétés dans des juridictions offshore où les exigences d'identification des clients peuvent être moins rigoureuses. Toutefois, ces sociétés sont encore en mesure d'accéder au système financier américain si la banque étrangère a un compte de correspondant auprès d'une institution financière américaine. En surface, il semble que les virements sont faits pour permettre le commerce international avec une société américaine qui a un compte bancaire à New York. En réalité, les criminels exécutent un programme sophistiqué de blanchiment d'argent dans lequel il est presque impossible de déterminer la source, la nature ou la destination de l'argent se déplaçant à travers celui-ci (qui, d'après toutes les estimations se monte à des milliards de dollars par an).

MENACE 5: Les criminels organisés internationaux utilisent le cyberspace pour cibler des victimes et des infrastructures américaines.

Les Criminels internationaux organisés utilisent une variété sans fin de stratagème sur le cyberspace pour voler des centaines de millions de dollars à un coût pour les consommateurs et l'économie américaine. Ces stratagèmes compromettent également la sécurité des renseignements personnels, la stabilité des infrastructures des entreprises et du gouvernement, ainsi que la sécurité et la solvabilité des marchés d'investissement financier.

Un exemple de l'intersection entre la criminalité organisée et la cybercriminalité se trouve en Roumanie. Là bas, des figures traditionnelles du crime organisé roumain, déjà arrêtées pour des crimes comme l'extorsion, trafic de drogue et la contrebande humaine, collaborent avec d'autres criminels pour amener des segments de la communauté des jeunes hackers sous leur contrôle. Ils organisent ces nouvelles recrues dans des cellules en fonction de leur spécialité cybercriminelle et ils visent très souvent des entreprises et des citoyens américains à travers une variété de mécanismes de fraude.

L'un des stratagèmes les plus lucratifs implique des fraudes aux enchères en ligne, où les citoyens américains sont victimes d'escrocs qui achètent ou vendent des biens, et ne reçoivent jamais les fonds ou les marchandises. Un criminel en ligne en particulier, utilisant le pseudo en ligne « Vladuz » se livrait à des fraudes multiples, y compris le piratage des ordinateurs d'eBay, le plus important détaillant d'enchères en ligne. Le 17 avril 2008, Vlad Duiculescu, aussi connu comme « Vladuz » a été arrêté en Roumanie par des policiers roumains et inculpé de crimes liés à ces stratagèmes. On croit que Vladuz est un participant d'un réseau de hackers roumains qui travaillent ensemble afin de développer conjointement des cibles aux États-Unis pour les fraudes en ligne, échanger des techniques de hacking et pour blanchir le produit de multiples crimes commis aux États-Unis. Les procureurs américains et agents des forces de l'ordre ont travaillé en Roumanie avec des responsables roumains pour veiller à ce que des poursuites réussies puissent avoir lieu en Roumanie dans cette affaire.

MENACE 6: Les criminels organisés internationaux manipulent des bourses et perpétuent des fraudes sophistiqués. Des criminels organisés internationaux utilisent la fraude pour voler des investisseurs américains et dépouiller les consommateurs américains et les agences gouvernementales de milliards de dollars.

De plus en plus, les marchés intérieurs et internationaux de titres sont devenus des secteurs mûrs pour des criminels organisés internationaux qui cherchent à s'enrichir en abusant les investisseurs non avertis. En utilisant les très rapides marchés de titres, l'Internet et les services par câble - où l'argent, les communications et des incitations peuvent être échangés en millisecondes – des criminels organisés internationaux manipulent les frontières internationales et les limites de la capacité de détection des forces de l'ordre à leur avantage, sans la nécessité de mettre en place une base d'opérations en un lieu donné. Les criminels organisés internationaux sont également enclins à utiliser Internet, les services de presse et les courriers pour des stratagèmes de fraude sophistiqués.

Des groupes hautement organisés d'escrocs basés à l'étranger s'attaquent aux consommateurs nord-américains via la poste ou par Internet, essayant de faire passer des chèques de société ou des mandats contrefaits mais ayant l'air authentique. Les victimes ont été contactées après avoir posté des articles à vendre ou à louer sur Internet, rencontrer un compagnon supposé sur un site de rencontres, ou par l'intermédiaire d'emails « spams »,

envoyés par des groupes criminels ouest africains basés au Nigeria, les Pays-Bas ou au Canada, annonçant que la victime a gagné un prix ou peut profiter d'une opportunité d'affaires. Dans toutes les escroqueries, la victime reçoit un chèque pour un paiement anticipé de l'objet proposé, ou pour payer des impôts sur les richesses soudaines. Le criminel dit à la victime de virer tout ou une partie du chèque à l'étranger. Cependant, il faut souvent des semaines pour que les contrefaçons soient découvertes et la victime est responsable pour le montant qui a été viré. Les inspecteurs des postes américaines ont travaillé avec la police au Nigeria, au Canada, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni pour empêcher que les chèques contrefaits arrivent dans les mains de leurs victimes. Depuis que l'initiative de contrefaçon mondiale ciblant ces organisations criminelles internationales a débuté en Janvier 2007, 77 personnes ont été arrêtées et plus de 600 000 faux chèques évalués à plus de 2,5 milliards de dollars ont été saisis.

Le télémarketing frauduleux est encore un autre moyen par lequel des criminels organisés internationaux obtiennent frauduleusement des fonds. Par exemple, au Canada, la Gendarmerie royale du Canada a connecté les dirigeants de réseaux de fraude par télémarketing de type « boiler room » avec des groupes traditionnels du crime organisé au Canada. Le centre d'appel canadien antifraude estime que 500 à 1 000 opérations criminelles de télémarketing de type « boiler room » ont lieu chaque jour au Canada, rapportant environ 1 milliard de dollars par an.

L'un des réseaux de télémarketing basé à Montréal, démantelé lors d'une opération conjointe américano-canadienne en décembre 2006, faisait jusqu'à 500 victimes par semaine, parmi eux de nombreux citoyens américains. Les enquêteurs ont ciblé des sociétés véreuses de type « Boiler Room » à partir desquelles le réseau prenait contact avec ses victimes et ont arrêté 40 citoyens canadiens soupçonnés de fraude. Les criminels ont utilisé deux stratagèmes de télémarketing différents pour escroquer les victimes sans méfiance, rapportant de 8 à 13 millions de dollars par an.

Dans le premier, le système de loterie, les victimes étaient persuadées qu'elles avaient gagné à la loterie, mais avaient besoin d'envoyer des paiements par chèques allant de 1 500 à 60 000 dollars pour couvrir les frais divers. Environ 90 pour cent des victimes dans cette affaire avaient plus de 60 ans. Le second stratagème, une escroquerie par télémarketing de masse, utilisait plusieurs approches, y compris dire aux victimes qu'elles étaient éligibles pour recevoir une subvention de 7 000 dollars, vendre aux victimes des trousseaux de soins de santé ou facturer des victimes pour des services jamais rendus. Dans chaque cas, on a dit aux victimes d'envoyer de l'argent par chèque certifié ou mandat postal.

MENACE 7 : Les criminels organisés internationaux corrompent et tentent de corrompre les fonctionnaires aux Etats-Unis et à l'étranger. Les criminels organisés internationaux doivent corrompre les fonctionnaires afin de gérer et de protéger leurs opérations, et d'accroître leur sphère d'influence. Ils ont réussi à corrompre les fonctionnaires de par le monde de façon systématique, y compris dans les pays d'importance stratégique vitale pour les Etats-Unis, et ils cherchent de plus en plus à influencer les fonctionnaires américains par des moyens légaux et illégaux.

D'après certaines informations, en mars 2008, le Directeur en Chef bulgare pour la Lutte contre le Crime Organisé (« CDCOC »), une branche du Ministère de l'Intérieur, aurait révélé que plusieurs fonctionnaires du Ministère avaient eu des contacts avec des hommes d'affaires douteux, liés [sic] au crime organisé international, qui faisaient l'objet d'enquête.

Découlant de ce scandale, Ivan Ivanov, le directeur adjoint du CDCOC a été inculpé de divulgation d'informations confidentielles. Ilia Iliev, Secrétaire principal du Ministère de l'Intérieur, a été arrêté pour sa responsabilité dans la délivrance de documents pour se déplacer dans l'Union européenne à un ressortissant serbe lié au crime organisé.

Dans certains pays, les fonctionnaires corrompus et les criminels organisés ont atteint un statut, un pouvoir et une richesse qui dépassent de beaucoup ceux des autorités légitimes. Dans d'autres, la corruption est une façon acceptée de mener les affaires. Les leaders étrangers qui aident, soutiennent ou sont redevables envers le crime organisé nuisent de façon substantielle à leur propre citoyens et souvent aux intérêts stratégiques des Etats-Unis. Dans les cas les plus sérieux, le fonctionnaire corrompu lui-même ou elle-même est, en tout état de cause, le leader d'un groupe de crime organisé.

Par exemple, l'ancien premier ministre Ukrainien, Pavel Lazarenko a escroqué et racketté des millions de dollars de ses compatriotes et au final a blanchit sa fortune illicite par le biais de banques américaines. Notamment, dans les années 90, le Premier Ministre Lazarenko a escroqué et racketté 44 million de dollars des citoyens ukrainiens et a ensuite blanchit 20 millions de ces fonds par le biais de banques américaines. Après s'être réfugié aux Etats-Unis, Lazarenko a été arrêté en 2004 et jugé dans un tribunal de San Francisco pour blanchiment d'argent, fraude électronique et transport entre états frauduleux. Il purge actuellement une peine de neuf ans de prison et a été ordonné de payer 10 millions de dollars d'amende par le Tribunal.

De la même façon, Arnoldo Aleman, sa famille et d'autres fonctionnaires impliqués ont détourné plusieurs millions de dollars du Nicaragua pendant son mandat de président (1997-2002). Le Nicaragua a condamné Aleman pour blanchiment d'argent et détournement de fonds publics. Dans une enquête liée pour récupérer des biens suite à la demande du gouvernement du Nicaragua, ICE a lancé une enquête sur le détournement de fonds public du Nicaragua. L'enquête qui en a découlé a abouti à la saisie de biens évalués à environ 6 millions de dollars aux Etats-Unis, dont environ 2,7 millions qui ont été retournés par les tribunaux américains et rendus au Nicaragua pendant la présidence de Bolaños afin d'être utilisés pour des programmes éducatifs et pour des fonds pour la lutte anti-corruption. Des fonds supplémentaires sont toujours en attente dans les procédures américaines.

MENACE 8 : Les criminels organisés internationaux utilisent la violence et la menace de la violence comme base de leur pouvoir. Les criminels organisés internationaux qui utilisent la violence sont une menace pour la sécurité physique du public américain, ainsi que la prospérité économique des gens et des quartiers et la capacité des agents des forces de l'ordre d'enquêter sur leurs crimes lorsque la menace de la violence est utilisée comme un outil de coercion. Les tactiques violentes utilisées par les criminels organisés internationaux en dehors des Etats-Unis menacent aussi les intérêts américains lorsque la violence nourrie et augmente leur capacité à fonctionner globalement.

Le crime organisé international et la violence sont liés de façon fondamentale, de telle sorte qu'il n'y a pas de pénurie d'instances démontrant ce lien inhérent. Par exemple, les meurtres de six hommes italiens en août 2007 alors qu'ils quittaient une pizzeria à Duisburg, Allemagne, ont été attribués au syndicat du crime de 'Ndrangheta. Les meurtriers ont tiré au moins 70 balles sur les six victimes avec des armes automatiques et ensuite ont tiré une balle dans la tête de chaque victime. Les rapports publiés ont affirmé que les meurtres étaient le résultat d'une dispute entre deux clans 'Ndrangheta rivaux. Selon le FBI, la 'Ndrangheta, basé

en Calabre, en Italie, comprend environ 160 cellules avec environ 6 000 membres. Ils ont une présence aux Etats-Unis, essentiellement dans le nord-est. La 'Ndrangheta se spécialise dans le kidnapping et la corruption politique, mais participe aussi au trafic de stupéfiants, aux meurtres, aux attentats à la bombe, à la fabrication de faux, le jeux, la fraude, les vols, le racket de commerces, les prêts usuriers et le passage de clandestins. Selon les rapports publiés, les procureurs italiens estiment que les opérations de la 'Ndrangheta sur le territoire et à l'étranger atteignent environ 50 milliards de dollars. Les procureurs disent que la 'Ndrangheta a monté un réseau de pizzerias, restaurants et hôtels qui blanchissent l'argent du groupe.

Le 12 mars 2007, un tribunal fédéral de Los Angeles a condamné Iouri Mikhel et Jurijus Kadamovas à la peine de mort pour leurs rôles à la tête de l'organisation criminelle internationale qui a enlevé et assassiné cinq victimes aux Etats-Unis. Entre l'été 2001 et jusqu'à leurs arrestations le 19 février 2001 [sic], Mikhel et Kadamovas visaient des résidents riches de Los Angeles qu'ils pouvaient kidnapper et garder comme otages pour demander des rançons afin de financer leurs styles de vies somptueux. Une fois que le paiement de la rançon était confirmé, Mikhel et Kadamovas assassinaient brutalement chacune de leur victime en les asphyxiant ou en les étranglant, que l'argent de la rançon soit payé ou non. Ensuite, avec l'aide de leurs associés criminels, Mikhel et Kadamovas transportaient les corps de leurs victimes au Réservoir de New Melones, environs 644 km (400 miles) de leur base d'opération à Los Angeles. Une fois là bas, Mikhel et Kadamovas attachaient des poids aux corps de leurs victimes et les jetaient d'un des deux ponts qui traversait le réservoir.

Les preuves apportées au procès confirment que Mikhel et Kadamovas avaient l'intention de tuer plus que les cinq victimes initiales. Après avoir tué leurs deux dernières victimes, Mikhel et Kadamovas se sont rendus au Colorado en avion pour skier et pour rechercher de nouvelles victimes potentielles. Ils ont aussi commencé à planifier l'installation d'un membre de leur organisation criminelle sur la côte est pour repérer des victimes potentielles et ont planifié un déplacement en Floride à un salon de yachts pour rechercher de nouveaux russes riches qu'ils auraient pu kidnapper. Kadamovas a informé un de ses co-conspirateur directement que Mikhel et lui envisageaient de commettre autant de kidnappings qu'il sera nécessaire à l'avenir pour amasser une fortune de 50 millions de dollars, avec l'intention de kidnapper et de tuer leurs victimes jusqu'à ce que les corps dans le Réservoir de New Melones « soient entassés les uns sur les autres » jusqu'à la surface du réservoir. Les preuves présentées lors du procès ont aussi démontré la participation de Mikhel et Kadamovas dans des homicides commis à Chypre et en Turquie en 2000 et 2001. Ajouté à l'étendue globale des activités du groupe, l'argent qu'ils recevaient des victimes était déplacé à travers le monde lors de son blanchiment, passant entre autres par les Etats Arabes Unifiés, la Lettonie, les Iles de Barbade, la Jamaïque, la Suisse et l'Angleterre.

LES CLES POUR COMPRENDRE ET REpondre AU CRIME ORGANISE INTERNATIONAL

Plusieurs facteurs essentiels nous fournissent le contexte indispensable pour comprendre les menaces que le crime organisé international pose aux Etats-Unis et pour développer des réponses efficaces face à ces menaces. Ces éléments clés comprennent :

- Les criminels organisés internationaux n'ont pas besoin de résider aux Etats-Unis pour participer aux activités criminelles qui ciblent les Etats-Unis, ses intérêts ou son peuple. Avec l'apparition de la globalisation, l'internet, le système bancaire international et les technologies modernes, les criminels organisés internationaux

peuvent rester dans des pays qui leurs fournissent un refuge contre les arrestations pendant qu'ils commettent les activités criminelles qui visent les Etats-Unis et son peuple.

- Les groupes du crime organisé international les plus puissants jouissent d'une relation symbiotique qu'ils entretiennent avec les fonctionnaires corrompus et les magnas du commerce. Les trois éléments combinent leurs forces pour former des alliances stratégiques.
- Le crime organisé international à grande échelle est bien loin des rues. Ces groupes sont extrêmement sophistiqués, ont des milliards de dollars à leur disposition, sont très instruits, et emploient les meilleurs comptables, avocats, banquiers et lobbyistes du monde. Ils mettent tout en œuvre pour se faire passer pour des hommes d'affaire légitimes et même pour des champions / bienfaiteurs pour les populations locales et d'autres.
- Les criminels organisés internationaux ont évolué vers des structures de réseaux souples et s'éloignent des structures hiérarchiques traditionnelles.
- Ils existent de grandes failles dans nos renseignements concernant les divers aspects du crime organisé international. Ces failles compromettent notre capacité à ne pas nous laisser distancer par les menaces du crime organisé international lorsqu'elles émergent et se développent.

Les menaces du crime organisé international (« COI ») et les facteurs clés résumés ci-dessus ont fourni la fondation factuelle de la stratégie et ont servi de catalyseur pour les discussions entre les agences fédérales des forces de l'ordre ainsi qu'à travers la communauté inter agences de façon plus large sur ce qui était nécessaire pour combattre le problème du COI et comment nous pouvons efficacement intégrer les efforts des agences des forces de l'ordre et celles qui ne le sont pas afin d'optimiser le succès.

LES OBJECTIFS STRATEGIQUES

La stratégie consiste en neuf objectifs stratégiques qui soulignent les opérations liées à certains programmes touchant toutes les menaces du crime organisé international. Certains objectifs proposent de nouveaux outils et les capacités nécessaires à combattre le COI, alors que d'autres améliorent les outils et capacités existants. Chaque objectif stratégique comprend des objectifs spécifiques et les actions qui permettront au Département de la Justice et à ses partenaires des forces de l'ordre d'obtenir des résultats mesurables dans la lutte contre les menaces posées par le crime organisé international. Les objectifs stratégiques sont résumés ci-dessous.

OBJECTIF 1 : Etablir les priorités et cibler les figures et les organisations du crime organisé international pour une action concertée, à grand impact, des agences des forces de l'ordre

Il est essentiel, afin d'utiliser les ressources le plus efficacement possible, d'identifier de façon formelle les figures et les organisations du crime organisé international qui posent le plus grand danger et les menaces les plus imminentes à nos intérêts nationaux. D'autres segments des agences des forces de l'ordre au sein du gouvernement américain – notamment celles qui luttent contre le trafic de stupéfiants – ont efficacement regroupés tous les renseignements et ont visé les contrevenants principaux de façon stratégique. Celles qui luttent contre le crime organisé ont connu un succès similaire durant les cinquante dernières années en visant de façon stratégique *La Cosa Nostra*, la mafia italo-américaine. Chacun de ces programmes ciblés a clairement identifié les menaces émanant de leurs cibles et ont concentré les ressources des agences des forces de l'ordre et les procureurs sur les personnes et organisations les plus connues. La sélection des cibles COI de haut profil est une étape cruciale pour interrompre leurs activités et démanteler leurs organisations.

LES RESULTATS CLES : Etablir et mener un comité inter agence afin de sélectionner et cibler les figures et organisations du crime organisé international qui posent le plus grand danger aux Etats-Unis, et assurer la coordination nationale des enquêtes et poursuites impliquant ces cibles. Cela concentrera les agences des forces de l'ordre, les services des renseignements et autres ressources sur l'interruption et le démantèlement des opérations du COI importantes et aboutira à l'arrestation des figures du COI de grande valeur à l'échelle mondiale.

OBJECTIF 2 : Poursuivre des opérations concertées, à fort impact, des agences des forces de l'ordre contre les cibles du crime organisé international

Les Agences américaines des forces de l'ordre font constamment face aux criminels et groupes du crime organisé international très sophistiqués qui opèrent au delà des frontières, exploitent notre économie de l'intérieur ainsi que de l'extérieur, et qui mutent en permanence afin de nous échapper et de contrecarrer nos efforts pour les faire passer en justice. Les agences américaines des forces de l'ordre doivent donc travailler ensemble lors d'opérations transversales, concertées en matière d'application de la loi domestique pour s'attaquer au

crime organisé international à partir de plusieurs angles et sur tout le territoire national. Cela exigera que toutes les agences américaines des forces de l'ordre, depuis le siège jusqu'aux agences sur le terrain, échangent de façon systématique les informations concernant les cibles et menaces montantes du COI ; regroupent leurs compétences et expertises uniques et coordonnent leurs ressources et capacités à interrompre et démanteler les organisations criminelles internationales. Le résultat sera que toutes les agences américaines des forces de l'ordre feront une pression collective contre les menaces sérieuses que pose le crime organisé international à la sécurité des Etats-Unis.

LES RESULTATS CLES : Assembler des équipes de procureurs, enquêteurs et analystes afin de poursuivre chaque cible du COI ; développer des mesures sérieuses pour récompenser les actions contre le COI and assurer la responsabilisation ; et prendre des initiatives pour identifier de nouvelles cibles du COI. Ceci permettra aux forces de l'ordre américaines d'organiser et de coordonner les ressources pour minimiser les barrières administratives et maximiser l'impact contre les cibles du COI, et pour justifier de façon précise l'utilisation des ressources dévouées au crime organisé international.

OBJECTIF 3 : Former une équipe avec les homologues étrangers pour mener des opérations domestiques, étrangères et conjointes contre la menace du crime organisé international

Chaque jour, les autorités chargées de l'application des lois aux Etats-Unis et de part le monde sont engagées dans des campagnes parallèles contre le crime organisé international. La globalisation a créé un nouveau terrain de lutte important pour le crime organisé, qui s'étend bien au delà des frontières nationales et juridictionnelles. Ceci présente à la communauté internationale chargée de l'application des lois, des défis sans précédent. Les groupes du COI accroissent l'étendue et l'intensité de leur activités de façon exponentielle pendant que les autorités tentent de naviguer les lois internationales et les protocoles dans la poursuite de leur enquêtes à distance. Les nations du monde reconnaissent le besoin de coopérer ensemble pour combattre les menaces communes du COI. A ce jour, 137 pays, y compris les Etats-Unis, font partis de la Convention des Nations Unis contre le Crime Organisé Transnational. Les Etats-Unis ont mené des efforts auprès des autorités étrangères afin de partager les informations, développer des stratégies et mener des enquêtes conjointes sur les affaires d'intérêt commun du COI. Malgré cela, il reste encore beaucoup à accomplir. Afin de mener les opérations à grande étendue de façon efficace et interrompre et démanteler les groupes du COI, les forces de l'ordre américaines doivent savoir tirer parti des relations déjà établies avec les dirigeants étrangers de confiance et construire des partenariats afin de collaborer dans la poursuite des affaires du COI domestiques et étrangères.

LES RESULTATS CLES : Etablir des processus opérationnels avec les homologues étrangers dans des endroits clés dans le monde afin de cibler les menaces du COI ; déployer des procureurs américains expérimentés à l'étranger pour coordonner les enquêtes sur le COI et les poursuites avec leur homologues étrangers ; et développer la capacité des forces de l'ordre américaines à recueillir, traduire et analyser les renseignements sur le crime organisé international provenant des homologues étrangers. Le résultat sera des relations avec les

homologues étrangers plus productives et améliorera notre connaissance et compréhension des opérations du COI à l'étranger.

OBJECTIF 4 : Employer des mesures non liées à l'application des lois afin d'empêcher les criminels organisés internationaux d'opérer aux Etats-Unis

Dans l'économie globale d'aujourd'hui, les criminels organisés internationaux jouissent apparemment d'opportunités infinies pour déplacer, cacher et investir leurs gains obtenus illégalement dans les centres financiers les plus importants du monde. Le marché privilégié est souvent les Etats-Unis, dont le système bancaire et boursier, et les biens industriels et commerciaux leur offrent la stabilité, le prestige et une influence globale. Le mouvement des biens illégaux dans le système financier américain et l'investissement de ces biens dans le commerce américain pose une grande menace à l'économie américaine. Il existe plusieurs outils non-liés à l'application de la loi que le gouvernement des Etats-Unis peut utiliser de façon agressive pour cibler les criminels du crime organisé international, geler leur biens illégaux, contrecarrer leur capacité à utiliser le système bancaire américain et les secteurs commerciaux et industriels pour faire avancer leurs objectifs criminels. Pour employer ces outils puissants comme élément des efforts globaux des agences américaines de l'application des lois afin d'interrompre et de démanteler les organisations criminelles internationales, la communauté chargée d'appliquer les lois doit fournir aux homologues non-chargés de l'application des lois des informations cruciales qui pourront être examinées et utilisées de façon pratique.

LES RESULTATS CLES : Utiliser tous les programmes du gouvernement américain disponibles, les compétences et ressources de la façon la plus efficace pour protéger les secteurs financiers, commerciaux et industriel du crime organisé international et ses biens illégaux, et pour empêcher les criminels organisés internationaux d'entrer et d'opérer depuis les Etats-Unis. Cela assurera que le gouvernement américain utilisera de façon agressive son arsenal puissant d'agences économiques, consulaires et autres non chargées de l'application des lois afin de cibler les figures et organisations du COI, de geler ou confisquer leurs biens et interrompre leur capacité à exploiter les banques, commerces et biens stratégiques des Etats-Unis.

OBJECTIF 5 : Recueillir et synthétiser les informations sur les cibles du crime organisé international pour des actions des forces de l'ordre

La capacité des forces de l'ordre américaines à enquêter et poursuivre les figures et organisations du crime organisé international de façon efficace dépendra en grande partie de la qualité des informations disponibles concernant les cibles et de la capacité du personnel chargé de l'application des lois à récupérer, synthétiser et analyser de façon systématique ces informations. Pendant que les criminels organisés internationaux traversent les frontières et continuent leurs opérations illégales, les agences américaines chargées de l'application des lois doivent coordonner et communiquer très étroitement avec toutes les agences et juridictions pour identifier et échanger les meilleures informations disponibles sur les cibles

du COI afin de pouvoir prendre des actions rapides et décisives contre les personnes et organisations ciblées.

LES RESULTATS CLES : Assembler une équipe d'analyse inter agence qui récupérera, synthétisera et disséminera au siège et aux agents chargés de l'application des lois sur le terrain et aux services de renseignements des informations concernant les cibles du COI choisies ainsi que les menaces et les tendances naissantes. Cela aboutira à un mécanisme de renseignement viable qui facilitera l'échange d'informations cruciales entre les agences et permettra aux enquêteurs et procureurs de faire des connexions entre les juridictions afin de découvrir et agir contre les organisations du crime international prioritaires.

OBJECTIF 6 : Développer et conserver des analystes, enquêteurs et procureurs compétents et expérimentés pour combattre le crime organisé international

Le crime organisé international devient de plus en plus sophistiqué dans sa pénétration des systèmes financiers, sa manipulation des marchés boursiers, son utilisation du cyberspace pour perpétrer des crimes high-tech, et dans son exécution de nombreux autres plans. Avec les gains obtenus dans les opérations criminelles, les groupes du crime organisé international se sont aussi adaptés aux réalités et opportunités de la globalisation, évoluant vers des structures d'organisation plus souples qui sont flexibles, mobiles et fluides. La communauté américaine chargée de l'application des lois doit mettre tout en œuvre pour aller aussi vite que le crime organisé international, en assurant que le personnel de l'application des lois domestiques est parfaitement équipé au niveau des compétences et des connaissances nécessaires pour mener des enquêtes et poursuivre les criminels du crime organisé et démanteler leur organisation de façon efficace.

LES RESULTATS CLES: Mener des briefings sur les renseignements de façon régulière pour les forces de l'ordre américaines, pour s'assurer que les enquêteurs, les procureurs et les analystes obtiennent des renseignements suffisants et à jour sur les menaces du COI importantes ; développer un système de formation pour le COI pour le personnel des agences chargées de l'application des lois domestiques et étrangères sur les compétences nécessaires à la lutte contre le COI ; promouvoir les mesures pour conserver le personnel expérimenté ; et développer un groupe de réserve d'experts en COI pour administrer une formation et des conseils sur les cas pratiques. Ceci fournira aux agences américaines chargées de l'application des lois et à leurs homologues étrangers, des connaissances spécialisées dans la lutte contre les organisations du crime international, et assurera la continuité du programme du COI.

OBJECTIF 7 : Fournir aux forces de l'ordre des lois à jour et des procédures opérationnelles nécessaires à la lutte contre le crime organisé international

Dans le monde d'aujourd'hui de la lutte contre le crime international, les catégories « domestiques » et « étrangères » d'affaires d'application des lois sont devenues presque archaïques. Les criminels organisés internationaux n'opèrent certainement pas dans les limites des frontières nationales et les juridictions des agences chargées de l'application des lois. Pourtant, bien trop souvent les lois pénales et les procédures opérationnelles ne nous équiperont pas suffisamment pour répondre aux réalités modernes et aux besoins de la lutte contre le crime organisé international. Les forces de l'ordre américaines et nos homologues étrangers sont unis dans l'offensive globale contre le crime organisé. Nous devons examiner ce problème dans un contexte plus large et modifier les lois concernées pour nous permettre de lutter efficacement contre le crime organisé sur le territoire et en coopération avec nos partenaires étrangers.

LES RESULTATS CLES : Elargir, mettre à jour ou modifier les lois américaines, les règlements et procédures dans les domaines cruciaux pour améliorer les capacités des enquêteurs et procureurs à agir contre les figures du COI à l'échelle domestique et à l'étranger et aider les pays étrangers à développer des systèmes législatifs pour combattre le crime organisé. Ceci améliorera la panoplie d'outils à la disposition du personnel fédéral chargé de l'application des lois et leurs homologues étrangers dans leurs efforts de faire passer en justice les organisations et les figures du COI.

OBJECTIF 8 : Sensibiliser et tirer profit des ressources dans la lutte contre le crime organisé international en faisant appel aux institutions publiques et privées

L'évaluation de la menace du COI illustre l'impact omniprésent et étendu du crime organisé. Quotidiennement, le crime organisé touche les gens et les institutions directement ou indirectement dans les secteurs publics et privés. Tous les secteurs de la société américaine risquent de tomber victime du crime organisé, et tous participent aux coûts croissants des biens et des services. En réponse, de nombreuses institutions publiques et privées ont agi de façon unilatérale pour minimiser l'impact du crime organisé sur leur commerce respectif. Ces institutions ont des intérêts et objectifs communs avec ceux des agences chargées de l'application des lois.

LES RESULTATS CLES : Engager le secteur privé à accroître la connaissance, former des alliances publiques-privées et recueillir des informations sur les menaces du COI, et engager d'autres secteurs du gouvernement américain, ainsi que les gouvernements des états, locaux et étrangers, à promouvoir la compréhension du crime organisé international. Cela permettra aux agences américaines chargées de l'application des lois d'utiliser de nouvelles méthodes d'échange d'informations et de tirer profit des ressources pour cibler le crime organisé international.

OBJECTIF 9 : Réunir à nouveau le Conseil sur le crime organisé du Ministre de la Justice américain afin de donner des instructions sur la politique et les ressources pour assurer la

responsabilité du programme sur le crime organisé international

Le Procureur Général (Ministre de la Justice américain) est chargé de mener les efforts de coordination de toutes les activités des agences fédérales en charge de l'application des Lois contre le crime organisé depuis qu'un décret présidentiel de 1968 émit par le Président Lyndon Johnson a établi cette autorité. De la même façon, le Conseil sur le crime organisé existe sous diverses formes depuis 1970 et a toujours eu comme mission d'établir les priorités et de formuler une stratégie unifiée pour combattre le crime organisé. Ceci constituera la première fois que le Conseil sur le crime organisé s'est réuni pour se concentrer sur la menace du crime organisé international et pour développer une réponse stratégique à cette menace. Le Conseil sur le crime organisé comprend le Procureur Général Adjoint, le Procureur Général Adjoint pour la Division Criminelle, la chair du Comité consultatif du Procureur Général et les leaders d'agences fédérales chargées de l'application des lois y participant, qui comprennent : le FBI ; l'Agence américaine de Répression des Narcotiques ; l'Agence Fédérale des Tabacs, Armes à Feu et Explosifs ; le Service américain d'Immigration et Douane ; les Services Secrets américains ; l'Administration Fiscale ; le Service américain des Inspections Postales ; la Sécurité Diplomatique et le Ministère Américain du Travail et l'Inspecteur Général.

LES RESULTATS CLES : Réunir à nouveau le Conseil du Procureur Général sur le crime organisé pour gérer l'exécution et l'allocation des ressources dédiées à cette stratégie, revoir l'évolution dans la lutte contre le crime organisé international, examiner les options pour organiser le programme du COI au mieux, et fournir des recommandations au Conseil de Sécurité National sur les nouveaux efforts inter-agences ou les capacités à faire avancer la lutte contre le crime organisé. Ceci permettra au Département d'engager la communauté fédérale chargée de l'application des lois de façon plus générale au niveau de la politique pour gérer, guider et diriger le programme sur le crime organisé international.